



Assemblée générale

Distr. : générale
23 août 2010
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quinzième session

Point 5 de l'ordre du jour

Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme

Rapport du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones sur sa troisième session, Genève, 12-16 juillet 2010*

Président- Rapporteur : José Carlos Morales Morales

Résumé

Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones a tenu sa troisième session du 12 au 16 juillet 2010. Ont participé à cette session, outre les cinq membres du Mécanisme d'experts, des représentants d'États, d'organismes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales, d'institutions nationales de défense des droits de l'homme, du monde universitaire, et un grand nombre de représentants des peuples autochtones.

Le Mécanisme d'experts a consacré une séance à l'examen du rapport d'étape sur l'étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions, avant de lui donner sa forme définitive. Les débats ont également porté sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en mettant particulièrement l'accent sur son utilisation aux niveaux international, régional et national pour promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones. Il a également examiné les propositions qui seront soumises au Conseil des droits de l'homme.

Le Mécanisme d'experts a adopté le rapport d'étape sur le droit des peuples autochtones à participer à la prise de décisions tout en soumettant également un certain nombre de propositions.

* Soumission tardive.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1	3
II. Adoption du rapport d'étape sur l'étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions et adoption des propositions.....	2–13	3
A. Adoption du rapport d'étape sur l'étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions.....	3	3
B. Propositions à soumettre au Conseil des droits de l'homme	4–9	3
C. Autres propositions	10–13	6
III. Organisation de la session.....	14–28	7
A. Participation	14–16	7
B. Documentation	17–18	7
C. Ouverture de la session	19–22	7
D. Élection du Bureau	23–27	8
E. Adoption de l'ordre du jour.....	28	9
IV. Étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions.....	29–47	9
V. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones	48–58	13
VI. Propositions à soumettre au Conseil des droits de l'homme.....	59–60	15
VII. Adoption du rapport et des propositions	61–62	16
Annexe		
1. Liste des participants		17
2. Ordre du jour provisoire de la quatrième session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones		20

I. Introduction

1. Par sa résolution 6/36 du 14 décembre 2007, le Conseil des droits de l'homme a créé le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones : cet organe subsidiaire devait aider le Conseil dans l'exercice de son mandat en le dotant, de la manière et dans la forme voulue par ce dernier, d'une compétence thématique en matière de droits des peuples autochtones. La résolution précise que cette compétence thématique serait essentiellement axée sur des études et sur des avis fondés sur des travaux de recherche et le Mécanisme d'experts pourrait présenter au Conseil, dans le cadre de ses travaux fixés par ce dernier, des propositions pour examen et approbation.

II. Adoption du rapport d'étape sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions et adoption des propositions

2. Le Mécanisme d'experts a adopté le rapport d'étape sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions ainsi que les propositions présentées ci-après.

A. Adoption du rapport d'étape sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions

3. *Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

a) *Se réfère* au paragraphe 6 de la résolution 12/13 du Conseil des droits de l'homme dans laquelle ce dernier l'a prié d'entreprendre, conformément à son mandat, une étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions et de lui remettre un rapport d'étape à ce sujet à sa quinzième session ainsi qu'un rapport final à sa dix-huitième session;

b) *Adopte* le rapport d'étape sur l'étude des peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions, publié sous la cote A/HRC/EMRIP/2010/2;

c) *Autorise* le Président-Rapporteur, en concertation avec les autres membres du Mécanisme d'experts, à réviser le rapport final comme il convient à la lumière des débats de la troisième session du Mécanisme et à présenter le rapport d'étape au Conseil des droits de l'homme à sa quinzième session.

B. Propositions à soumettre au Conseil des droits de l'homme

Proposition 1. Institutions et mécanismes de défense des droits de l'homme

4. *Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

a) *Se réfère* à la proposition 2 de sa seconde session sur les institutions nationales des droits de l'homme et les mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme, contenue dans le rapport du Mécanisme d'experts sur sa deuxième session (A/HRC/12/32);

b) *Réitère* le rôle important joué par les institutions nationales des droits de l'homme et les mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme dans la protection et

la promotion des droits des peuples autochtones et dans la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones;

c) *Propose* que le Conseil des droits de l'homme encourage les États à veiller à se doter d'institutions nationales des droits de l'homme qui soient fortes, conformément aux Principes de Paris, en mesure de promouvoir et de protéger avec efficacité les droits des peuples autochtones;

d) *Encourage* les institutions nationales des droits de l'homme à tenir compte des résultats de la réunion internationale sur le rôle des institutions des droits de l'homme pour promouvoir la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Bangkok les 16 et 17 décembre 2009, en vue de consolider leurs activités de promotion et de protection des droits des peuples autochtones, notamment le contrôle du respect des normes contenues dans les traités internationaux et dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones; à contribuer aux études thématiques du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones; et à dispenser une formation pertinente aux diverses parties prenantes.¹

Proposition 2. Examen des droits des peuples autochtones par le Conseil des droits de l'homme

5. *Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

a) *Se réfère* à sa proposition antérieure d'examiner durant les sessions du Conseil des droits de l'homme les droits des peuples autochtones, contenue dans le rapport de sa seconde session (proposition 3 dans A/HRC/12/32)

b) *Réitère* que le Conseil des droits de l'homme devrait étudier la possibilité d'organiser régulièrement, à ses futures sessions, des réunions-débats sur les droits des peuples autochtones auxquelles participeraient des représentants du Mécanisme d'experts, de mécanismes régionaux de défense des droits de l'homme et d'institutions nationales des droits de l'homme, ainsi que d'autres experts. Ces réunions-débats pourraient porter sur des thèmes spécifiques et des séances pourraient être consacrées au suivi des études thématiques réalisées par le Mécanisme d'experts;

c) *Propose* que le premier débat soit consacré à l'examen du suivi donné à l'étude sur le droit à l'éducation des peuples autochtones et soit organisé en étroite consultation avec le Mécanisme d'experts dans le cadre de la dix-huitième session du Conseil des droits de l'homme en septembre 2011;

d) *Propose* qu'un débat similaire soit organisé par le Conseil des droits de l'homme en temps voulu sur le droit des peuples autochtones à participer à la prise de décisions, après la soumission du rapport final à ce sujet;

e) *Encourage* le Conseil des droits de l'homme à accorder une attention particulière aux droits des peuples autochtones et à la Déclaration sur les droits des peuples autochtones dans ses travaux, notamment les activités liées à l'examen périodique universel.

Proposition 3. Examen du Conseil des droits de l'homme

6. *Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

¹ Le document final de la réunion est disponible sur le site Web du Haut-Commissariat aux droits de l'homme à l'adresse http://www2.ohchr.org/english/issues/indigenous/docs/report_seminarNHRI_IP16-17Dec2010.doc.

a) *Se réfère* à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a décidé que le Conseil réexaminera ses activités et son fonctionnement cinq ans après sa création, et lui en rendra compte, ainsi qu'à la résolution 12/1 du Conseil des droits de l'homme qui concerne cet examen.

b) *Propose* que le Conseil des droits de l'homme invite le Mécanisme d'experts et des représentants des peuples autochtones à participer à l'examen du Conseil des droits de l'homme dès le début du processus, en vue d'assurer que ses conclusions permettent de renforcer les activités du Mécanisme d'experts ainsi que les capacités du Conseil des droits de l'homme à promouvoir et à protéger les droits des peuples autochtones.

Proposition 4. Examen des faits nouveaux concernant la promotion et la protection des droits des peuples autochtones dans le cadre des dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

7. *Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

a) *Se réfère* à l'article 42 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones qui dispose que les organes et les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que les États favorisent le respect et la pleine application des dispositions de la présente Déclaration et veillent à en assurer l'efficacité;

b) *Propose* que le Conseil des droits de l'homme autorise le Mécanisme des experts à procéder à un examen annuel des faits nouveaux concernant la promotion et la protection des droits des peuples autochtones dans le cadre des dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et soumettre au Conseil des droits de l'homme des avis thématiques sur les mesures possibles susceptibles de réaliser les objectifs de la Déclaration.

Proposition 5. Mesures pour atteindre les buts de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

8. *Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

a) *Se réfère* à l'article 38 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones qui demande aux États de prendre, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones, les mesures appropriées, y compris législatives, pour atteindre les buts de la Déclaration.

b) *Propose* que le Conseil des droits de l'homme encourage les États à prendre, en consultation et en coopération avec les peuples autochtones, les mesures appropriées, y compris administratives et législatives, ainsi que les stratégies globales de mise en œuvre, et à en assurer le suivi, en vue d'assurer le respect et la pleine application de la Déclaration.

Proposition 6. Mandat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones

9. *Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

a) *Accueille* avec satisfaction la demande du Conseil des droits de l'homme, comme indiqué au paragraphe 9 de la résolution 12/13 du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, priant le Haut-Commissariat d'élaborer un document détaillé présentant les incidences pratiques d'une modification du Fonds volontaire des Nations Unies pour les populations autochtones, en particulier d'un élargissement de son mandat, les méthodes de travail et les ressources actuelles du Fonds;

b) *Propose* que le Conseil des droits de l'homme adopte des mesures additionnelles lors de sa prochaine session pour mettre en œuvre la proposition antérieure du Mécanisme d'experts d'élargir le mandat du Fonds.

C. Autres propositions

Proposition 7. Compilation des recommandations émises dans le cadre de l'examen périodique universel

10. *Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

a) *Se réfère* à sa proposition antérieure telle que mentionnée dans la proposition 3 lors de sa deuxième session;

b) *Réitère*, en vue d'assurer qu'une attention particulière soit accordée aux droits des peuples autochtones dans le contexte de l'examen périodique universel, que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme devrait envisager d'établir une compilation des recommandations relatives au respect des droits des peuples autochtones dans le contexte de l'examen périodique universel, afin de servir de ressource utile.

Proposition 8. Séminaire international d'experts sur les processus de vérité et de réconciliation

11. *Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

a) *Reconnaît* que les processus nationaux de vérité et de réconciliation offrent un modèle important et un mécanisme pour améliorer les relations entre les États et les peuples autochtones et que de tels processus ont le potentiel de faciliter la reconnaissance et la mise en œuvre des droits des populations autochtones;

b) *Encourage* le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à examiner la possibilité d'organiser un séminaire international d'experts sur la pertinence des processus nationaux de vérité et de réconciliation comme mécanisme de règlement des différends et de réconciliation entre les États et les peuples autochtones.

Proposition 9. Appui administratif au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

12. *Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

Reconnaît et accueille avec satisfaction l'aide accordée par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Mécanisme d'experts et invite les États membres et le Haut-Commissariat à veiller à ce que les ressources humaines et financières appropriées soient mises à la disposition du Mécanisme d'experts;

Proposition 10. Institutions spécialisées des Nations Unies

13. *Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones*

Se félicite des actions menées par les institutions spécialisées des Nations Unies en vue de promouvoir les droits des peuples autochtones et encourage la poursuite de la coopération entre le Mécanisme d'experts et ces institutions afin de promouvoir le respect et la pleine application des dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des personnes autochtones, conformément à l'article 42 de la Déclaration.

III. Organisation de la session

A. Participation

14. Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones a tenu sa troisième session à Genève du 12 au 16 juillet 2010. Ont participé à cette session Catherine Odimba Kombe (République démocratique du Congo), Jannie Lasimbang (Malaisie), John B. Henriksen (Norvège), José Carlos Morales Morales (Costa Rica) et José Mencia Molinas (Philippines).

15. Parmi les participants de la session du Mécanisme d'experts, on comptait des représentants d'États membres, du Saint-Siège, de six organismes et programmes des Nations Unies, d'institutions nationales de défense des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales. Au total, environ 500 personnes étaient accréditées à la session (voir annexe 1).

16. Ont également participé à la session le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones, James Anaya, le Président de l'Instance permanente sur les questions autochtones, Carlos Mamani, et le représentant du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones, Tetegn Melakou.

B. Documentation

17. La documentation de la troisième session du Mécanisme d'experts comprenait l'ordre du jour provisoire (A/HRC/EMRIP/2010/1) et l'ordre du jour provisoire annoté (A/HRC/EMRIP/2010/1/Add1) établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, une version préliminaire du rapport d'étape sur l'étude des peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions (A/HRC/EMRIP/2010/2) établie par le Mécanisme d'experts ainsi que la contribution du Haut-Commissariat au rapport d'étape.

18. En outre, le rapport sur le Séminaire des Nations Unies sur les traités, accords et autres arrangements constructifs conclus entre les États et les peuples autochtones a été présenté et distribué aux participants (A/HRC/EMRIP/2010/5).

C. Ouverture de la session

19. La Présidente-Rapporteuse sortante, Jannie Lasimbang, a ouvert la troisième session du Mécanisme d'experts et a donné la parole à la Haut-Commissaire aux droits de l'homme qui a prononcé le discours d'ouverture.

20. Dans sa déclaration, la Haut-Commissaire a souligné que le ralliement en faveur la Déclaration sur les droits des peuples autochtones continue de s'étendre. Elle se félicite que la Nouvelle-Zélande ait fait sienne la Déclaration au début de cette année, à l'instar de l'Australie en 2009, ce qui renforce son rôle comme outil commun et cadre d'action aux niveaux national et international. Elle a rappelé que les peuples autochtones continuent d'être confrontés à la discrimination et aux violations de leur droit à la propriété foncière, et, trop souvent, de leur droit fondamental à la vie. Dans la recherche de solutions, les conseils d'experts revêtent une importance cruciale. À cet égard, le Mécanisme d'experts peut exercer un rôle clé en offrant au Conseil des droits de l'homme une expertise thématique constructive

et solide, des études et des avis fondés sur des enquêtes. Elle a encouragé les parties prenantes présentes à la réunion à utiliser de façon concrète les résultats de la première étude réalisée par le Mécanisme d'experts, portant sur le droit à l'éducation. Elle a également souligné que l'aspect thématique actuel du Mécanisme d'experts – le droit de participer à la prise de décisions – est un sujet d'importance capitale et a lancé un appel en faveur d'une participation active des États, des peuples autochtones et autres parties concernées dans la mise au point finale de l'étude. La Haut-Commissaire a félicité les cinq membres du Mécanisme d'experts pour la façon dont ils se sont acquittés de leurs tâches, et pour avoir lancé ce nouvel organe de façon exemplaire grâce à leur approche équilibrée et constructive.

21. Dans son allocution d'ouverture, le Président du Conseil des droits de l'homme s'est félicité que le Mécanisme d'experts ait été en mesure d'élaborer une approche constructive pour mettre en œuvre son mandat en cherchant systématiquement à obtenir des résultats concrets et en établissant un dialogue positif avec le Conseil des droits de l'homme. Il a également rappelé que le Conseil réexaminera ses travaux et son fonctionnement en application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale et il accueillera avec satisfaction toute contribution du Mécanisme d'experts à cette évaluation.

22. Dans ses remarques au nom du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones, M. Melakou a souhaité la bienvenue aux bénéficiaires du Fonds et a fait part de son appui à la proposition d'élargir le mandat du Fonds aux organes institués en vertu d'un traité et aux sessions du Conseil des droits de l'homme. Il a également remercié tous ceux qui ont contribué au Fonds tout en lançant un appel pour plus de contributions vu la diminution des montants encaissés l'an passé.

D. Élection du Bureau

23. La Présidente-Rapporteuse sortante du Mécanisme d'experts a invité les membres du Mécanisme à désigner un président-rapporteur et le vice-président pour la troisième session. M^{me} Odimba Kombe a annoncé que les membres avaient décidé par consensus de nommer M. Morales Morales et M. Mencia Molintas, respectivement Président-Rapporteur et Vice-Président. La Présidente-Rapporteuse sortante a aussitôt déclaré les deux membres élus par acclamation.

24. Dans sa déclaration, le nouveau Président-Rapporteur a souhaité la bienvenue à tous les observateurs, notamment le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones ainsi que le Président de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Il a également remercié la Haut-Commissaire aux droits de l'homme pour sa présence et pour l'appui reçu du Haut-Commissariat. Il a ensuite rappelé que le mandat imparti par le Conseil des droits de l'homme au Mécanisme d'experts était de fournir au Conseil une expertise thématique sur les droits des peuples autochtones. Il a ensuite souligné que le Mécanisme d'experts, en vertu de son mandat thématique, constitue un forum pour approfondir le contenu et la portée des dispositions de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones.

25. Le Président a ensuite appelé l'attention sur les principaux points de l'ordre du jour qui seront examinés au cours de la troisième session du Mécanisme d'experts, à savoir l'étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions, la Déclaration sur les questions autochtones et les propositions à soumettre au Conseil pour examen et approbation. S'agissant de l'étude, il a accueilli avec satisfaction toutes les contributions écrites présentées par les États, les peuples autochtones, le Forum des institutions nationales des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales, les universités et les organes et organismes

du système des Nations Unies. Il a souligné l'importance de ces contributions dans l'établissement du rapport d'étape concernant l'étude des peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions qui sera soumis au Conseil à sa quinzième session.

26. Le Président a également souligné le rôle des activités intersessions du Mécanisme d'experts, notamment la collaboration avec l'Instance permanente sur les questions autochtones ainsi qu'avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones tout en rendant hommage à l'appui et à la coopération du Haut-Commissariat aux droits de l'homme dans ce contexte. Se référant à la pratique des deux premières sessions et rappelant que le Mécanisme d'experts n'a pas mandat de se saisir des situations de pays ou d'allégations de violation des droits de l'homme, il se félicite des arrangements organisés durant la session qui ont permis à des représentants de peuples autochtones d'avoir des entrevues parallèles avec le Rapporteur spécial, conformément à son mandat, leur donnant ainsi la possibilité de faire état d'allégations de violation des droits de l'homme,

27. En conclusion, il a invité tous les participants à contribuer à la troisième session du Mécanisme d'experts dans un esprit de collaboration et de dialogue, en vue de susciter des débats productifs contribuant à la promotion et à la protection des droits des peuples autochtones.

E. Adoption de l'ordre du jour

28. L'ordre du jour de la session (A/HRC/EMRIP/2010/1) a été adopté. Suite à l'adoption de l'ordre du jour et du programme de travail de la troisième session, le Président-Rapporteur aborde le point 3 inscrit à l'ordre du jour.

IV. Étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions

29. Le Président-Rapporteur a invité M. Henriksen, membre du Mécanisme d'experts et l'un des deux auteurs principaux du rapport d'étape, de présenter la première partie du rapport d'étape préliminaire de l'étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions. M. Henriksen a souligné que l'une des préoccupations majeures des peuples autochtones à travers le monde est qu'ils n'ont que des possibilités limitées, voire aucune dans certains cas, de déterminer les priorités de leur propre développement et de participer aux décisions qui affecteront leurs droits et leurs vies. Il a remercié le Conseil des droits de l'homme d'avoir autorisé cette étude sur le droit de participer à la prise de décisions, suite à une proposition voisine du Mécanisme d'experts, ainsi que pour les relations de travail très constructives et positives entre le Mécanisme et le Conseil.

30. M. Henriksen a insisté sur le fait que l'étude offre l'occasion au Mécanisme d'experts de développer le droit à la participation et de se pencher sur de nombreux concepts reliés entre eux ainsi que sur des séries de dispositions globales et de normes associées au droit à la participation, comme le droit à l'autodétermination, le droit à un consentement libre, préalable et éclairé ainsi que le droit d'être consulté. Il s'est félicité que beaucoup plus de contributions aient été reçues dans le cadre de cette étude que lors de la première étude du Mécanisme d'experts. Il a souligné l'importance du séminaire conjoint de l'Asia Indigenous Peoples Pact et du Groupe de travail international pour les affaires autochtones, tenu à Chiang Mai en Thaïlande, ainsi que l'atelier technique organisé par le Haut-Commissariat aux droits de

l'homme comme contribution à la préparation de l'étude. Néanmoins, comme beaucoup de peuples autochtones éprouvent de grandes difficultés à communiquer avec le Mécanisme, d'autres méthodes de communication avec les peuples et les communautés autochtones s'imposent selon que de besoin, en vue d'assurer leur inclusion dans ses travaux.

31. Dans ses commentaires relatifs au contenu du rapport d'étape, M. Henriksen a souligné que les traités internationaux des droits de l'homme d'application générale se réfèrent au droit de participer à la fois de façon générale et spécifique. Il note également que la Convention n° 169 (1989) de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants, contient un certain nombre de dispositions fondamentales sur le droit à la participation des peuples autochtones, fondée sur la reconnaissance des aspirations des peuples autochtones à exercer un contrôle sur leurs propres institutions, leur mode de vie et leur développement économique, et de conserver et de développer leur identité, leur langue et leur religion dans le cadre des États où ils vivent.

32. M. Henriksen a signalé que pour les besoins de l'étude, le Mécanisme d'experts a établi une distinction entre les processus décisionnels et les organes de décision internes des peuples autochtones et les processus décisionnels externes qui les affectent, c'est-à-dire des décisions prises par d'autres. Cette distinction a été faite tout le long du rapport d'étape, car les membres du Mécanisme estiment qu'elle correspond à la logique sous-jacente de la Déclaration des droits des peuples autochtones.

33. M. Henriksen a également mentionné que si la version préliminaire du rapport d'étape n'a pas spécifiquement développé l'élément « consentement » dans le principe de consentement libre, préalable et éclairé. Cet aspect sera traité dans la version finale de l'étude. Toutefois, il a mis l'accent sur le fait que ce principe doit être interprété et compris à la lumière du fait que le droit international contemporain des droits de l'homme affirme que les peuples autochtones jouissent du droit à l'autodétermination, ce qui aura des incidences sur la façon dont on comprendra la nécessité du « consentement ».

34. M. Henriksen a rappelé que la Déclaration des droits des peuples autochtones comporte plus de 20 dispositions affirmant leur droit de participer aux prises de décisions externes de même que leur droit de développer et de conserver leurs propres organes de décision. Ceci met l'accent sur le fait que le droit des populations autochtones de participer aux décisions constitue un principe fondamental et un droit consacré par le droit international des droits de l'homme. Il a conclu en déclarant que si un certain progrès a été enregistré, il importe d'urgence de promouvoir une participation inclusive en matière de gouvernance par le biais d'initiatives qui renforcent les capacités des gouvernements à mieux répondre aux peuples autochtones ainsi que les capacités de ces derniers à faire valoir leurs droits.

35. Le Président-Rapporteur a ensuite invité M^{me} Lasimbang, membres du Mécanisme d'experts et l'autre coauteur principal du rapport d'étape, à présenter les deux chapitres restants, à savoir : a) les processus décisionnels et les organes de décision internes des peuples autochtones et b) la participation aux mécanismes de prise de décisions liés aux institutions et processus, étatiques et non étatiques, concernant les peuples autochtones. M^{me} Lasimbang a signalé la difficulté de couvrir les caractéristiques des processus et des organes décisionnels autochtones à l'échelle mondiale, vu la diversité des situations. Le rapport vise toutefois à appréhender les principes des processus décisionnels retenus par les sociétés autochtones aussi bien dans les contextes traditionnels que contemporains.

36. En présentant une vue d'ensemble, M^{me} Lasimbang a souligné que sur base des lois autochtones et des procédures de règlement des différends, les décisions sont généralement prises dans le cadre de processus inclusifs et participatifs. Elle relève que les structures des

organes traditionnels de décision varient, mais que le plus souvent il existe un conseil chargé d'administrer diverses questions afin de maintenir la paix et la cohésion sociale.

37. M^{me} Lasimbang a mentionné qu'une préoccupation majeure des organes traditionnels de prise de décisions porte sur le fait que l'influence des structures contemporaines a parfois fait tomber en désuétude le conseil des anciens. Les modifications de l'autorité traditionnelle et de sa représentation ont exercé une incidence négative sur les systèmes traditionnels de prise de décisions des peuples autochtones et nombre d'entre eux ont perdu confiance dans leurs propres institutions. Néanmoins, les communautés autochtones continuent de maintenir et d'adapter leurs processus décisionnels et leurs organes de décision de façon évolutive et aujourd'hui des systèmes traditionnels fonctionnent parallèlement aux autres systèmes de gouvernance au sein des communautés autochtones. Des interférences peuvent surgir en raison de différences de perspectives de développement entre les États et les peuples autochtones. Ces interférences se reflètent dans le pouvoir de décision limité des institutions autochtones en matière de terres communales et de ressources naturelles et provoquent des divisions et des différends, notamment lorsque les modèles autochtones de développement et de pensée ne sont ni respectés ni compris.

38. S'agissant des processus décisionnels externes ou de la participation aux mécanismes de prise de décisions liés aux institutions et processus, étatiques ou non étatiques, concernant les peuples autochtones, M^{me} Lasimbang déclare que les sujets ont eux-mêmes sont suffisamment vastes pour justifier des études thématiques particulières. Ils comprennent notamment la participation aux élections politiques, les processus parlementaires, les organes créés par l'État, les associations non gouvernementales, le consentement libre, préalable et éclairé relatif aux projets de développement ainsi que la participation aux réunions régionales et internationales et à leurs processus. Elle dit qu'en établissant le rapport, le Mécanisme d'experts s'est trouvé confronté à la difficulté de décrire les multiples façons dont les relations se déroulent entre peuples autochtones et acteurs étatiques et non étatiques, en particulier quand il s'agit de faire valoir leurs droits de participer aux décisions qui habituellement leur échappent. M^{me} Lasimbang a souligné notamment l'importance de la représentation parlementaire pour les communautés autochtones, tant sur le plan symbolique que sur le plan pratique. Leur représentation parlementaire s'est améliorée ces dernières années en raison de leur sensibilisation politique croissante et de l'adoption de mesures spéciales. Néanmoins, elle a également souligné l'existence de nombreux défis, en particulier la faible influence des représentants autochtones.

39. M^{me} Lasimbang a en outre relevé que les peuples autochtones dans le monde entier luttent pour conserver le contrôle de leurs terres et que de nombreuses décisions portant sur des projets de développement affectent directement leurs droits sans qu'ils aient été consultés, en dépit du principe de consentement libre, préalable et éclairé. De nombreuses associations apolitiques se sont constituées pour défendre les intérêts autochtones tant dans les instances locales qu'internationales, mais les défis persistent pour se faire reconnaître par les gouvernements et participer pleinement et efficacement à ces forums. En conclusion, nombre de mesures positives ont été adoptées dans le domaine de la participation autochtone aux processus décisionnels externes, mais les progrès ne sont pas uniformes et continuent de requérir une attention soutenue. Un fossé existe entre la volonté formelle du législateur et la mise en œuvre de ces droits dans la réalité.

40. À l'issue de son exposé, le Président-Rapporteur a invité les participants à faire part de leurs commentaires sur le projet de rapport d'étape et de faire des suggestions concrètes pour l'améliorer au titre du point 3 de l'ordre du jour. Plusieurs États, notamment l'Australie, le Burkina Faso, le Danemark, la Finlande, le Guatemala, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la

Norvège ont pris la parole pour féliciter le Mécanisme d'experts pour son rapport d'étape qui constitue une base solide pour établir le rapport final. Nombre d'États ont fourni des informations sur le degré atteint dans leur mise en œuvre du droit de participer à la prise de décisions, tout en présentant leurs suggestions, notamment d'inclure dans l'étude des exemples supplémentaires de bonne pratique aux différents niveaux de la prise de décisions.

41. M. Mamani, Président de l'Instance permanente sur les questions autochtones a rendu hommage au rapport d'étape pour avoir souligné l'importance capitale du droit de participer à la prise de décisions dans la réalisation des droits collectifs et individuels des peuples autochtones. M. Mamani a recommandé au Mécanisme d'experts d'examiner plus en détail les défis auxquels doivent faire face les peuples autochtones pour la réalisation de leurs droits, notamment concernant les mécanismes de participation et de prise de décisions. Il a par ailleurs fourni des informations sur les activités de l'Instance permanente, en particulier s'agissant des questions de développement, de culture et d'identité en référence aux articles 3 et 32 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Il a ensuite noté les succès obtenus en termes de participation des peuples autochtones dans des organes des Nations Unies tels que le Mécanisme d'experts ou l'Instance permanente sur les questions autochtones. Il s'est également référé à l'élaboration de politiques et de mécanismes de participation dans divers organismes intergouvernementaux. En dépit de ces réussites, le Président de l'Instance permanente a mis l'accent sur la nécessité de progrès supplémentaires, notamment pour aboutir à une participation effective au moyen de mécanismes consultatifs bien établis.

42. Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones a noté que le rapport d'étape du Mécanisme d'experts identifie avec justesse les dispositions pertinentes des différents instruments internationaux, notamment la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, la Convention n° 169 de l'OIT, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que les instruments régionaux des droits de l'homme, notamment la Convention américaine relative aux droits de l'homme. À cet égard, il a rappelé que nombre de principes concernant les droits de l'homme soutiennent le droit à la participation et déterminent son contenu. Sans en dresser une liste exhaustive, ils comportent le droit à l'autodétermination, le droit à l'égalité, le droit à la culture et le droit de propriété. Il a déclaré que dans sa tâche de Rapporteur spécial, il a constaté que pour les peuples autochtones, le manque de participation à la conception et à l'exécution de programmes les concernant porte atteinte à la jouissance d'autres droits fondamentaux, tels que le droit à l'éducation et le droit à la santé.

43. Plusieurs représentants des peuples autochtones ont rendu hommage au Mécanisme d'experts pour ce rapport d'étape. Simultanément, ils ont soumis un certain nombre de propositions concernant les questions qui devraient être approfondies davantage avant d'établir le rapport final sur l'étude, notamment une analyse plus détaillée du principe du consentement libre, préalable et éclairé ainsi que des succès des peuples autochtones et des défis qu'ils rencontrent dans les forums internationaux.

44. En conclusion de ce débat, M. Henriksen a remercié les observateurs pour leurs précieux commentaires et suggestions visant à améliorer l'étude. Bien que seules les amodiations les plus urgentes pourront être incorporées dans le rapport d'étape, les membres du Mécanisme continueront de travailler sur d'autres questions et les préoccupations mentionnées pourront être abordées dans le contexte de l'étude finale, qui sera achevée avant la quatrième session du Mécanisme.

45. Il a également noté que les débats sur la version préliminaire du rapport d'étape ont démontré que le droit à la participation était d'importance cruciale. En effet, pour que les peuples autochtones aient accès à l'ensemble des droits de l'homme, il faut nécessairement qu'ils puissent participer aux décisions concernant tous les aspects de leur vie. M. Henriksen s'est félicité du large accord sur l'utilité de faire une distinction entre processus décisionnels internes et processus décisionnels externes dans l'analyse de la participation des peuples autochtones à la prise de décisions. Il a souligné que la Déclaration sur les droits des peuples autochtones établit un équilibre entre le droit à l'autonomie et l'autonomie gouvernementale dans les questions relatives aux affaires intérieures ou locales des peuples autochtones et leur participation à l'ensemble de la société. Dans sa réponse à une question directe posée par une délégation gouvernementale, M. Henriksen a expliqué pourquoi de son point de vue la Déclaration ne devait pas être perçue comme une incitation à l'isolement des peuples et communautés autochtones. M. Henriksen a également accueilli avec satisfaction la suggestion que l'étude devrait aborder la question des dispositions constitutionnelles visant à protéger les droits des peuples autochtones, y inclus leur droit de participer à la prise de décisions, outre les suggestions d'étoffer le contenu de la section D du chapitre II du rapport.

46. S'agissant de la requête de réunir des études de cas et les meilleures pratiques sur le droit des peuples autochtones de participer à la prise de décisions, M^{me} Lasimbang a rappelé que les éléments déjà reçus et figurant dans le rapport préliminaire dans les références en bas de pages sont accessibles sur le site Web du Haut-Commissariat aux droits de l'homme dans la documentation du rapport d'étape. Elle a déclaré qu'il ne serait pas possible de rentrer dans le détail des études de cas additionnelles et des bonnes pratiques reçues au moment de la dernière mise au point du rapport, mais que les experts, le cas échéant, veilleront à les incorporer dans les déclarations écrites pertinentes et à les afficher sur le site Web. Elle a également pris note de la requête de mentionner de façon explicite les populations de pasteurs et de nomades ainsi que les problèmes de militarisation dans le contexte de la participation aux décisions et a invité instamment les experts à soumettre des déclarations écrites concernant ces sujets.

47. Elle a également relevé que les experts s'efforceront de saisir toute la richesse des échanges concernant le consentement libre, préalable et éclairé et qu'ils sont convenus que le champ actuel du rapport d'étape est très limité à cet égard. Il importe également de tenir compte des déclarations de plusieurs orateurs demandant que la prise de décisions au sein des institutions et plates-formes internationales concernant la vie des peuples autochtones soit examinée de façon plus approfondie. À cet égard, elle a noté que des préoccupations ont été exprimées à propos de certains cadres décisionnels fondés sur le consensus, de même que les références au Conseil de l'Arctique en tant que bon exemple de processus intergouvernementaux.

V. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

48. Le Président-Rapporteur a ouvert les débats sur le point de l'ordre du jour concernant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en rappelant que l'objet du débat n'était pas d'établir une liste des violations ni de contrôler l'application de la Déclaration, tous deux en dehors du mandat du Mécanisme d'experts. L'objet du débat est bien davantage d'identifier les meilleures pratiques et les défis dans l'application de la Déclaration aux niveaux local, régional et international. Dans ce contexte, il a accueilli avec satisfaction les contributions sur les suites données à la première étude consacrée au droit à

l'éducation et sur la façon dont l'étude a contribué à améliorer la mise en œuvre de la Déclaration.

49. Plusieurs délégations gouvernementales sont intervenues sur ce point de l'ordre du jour, mettant l'accent sur les réussites obtenues dans la mise en œuvre de la Déclaration et ont fourni nombre d'exemples d'activités de sensibilisation à la Déclaration, notamment par le biais de sa publication et diffusion en langues locales. De nombreux gouvernements ont mis en lumière l'importance de la Déclaration tandis que nombre d'orateurs ont salué la possibilité d'en débattre dans le contexte de la session du Mécanisme d'experts. On a également donné des exemples sur la façon dont la première étude du Mécanisme d'experts sur le droit à l'éducation a été examinée à l'échelon national dans le contexte de la formulation de politiques et de pratiques concernant les peuples autochtones et l'éducation.

50. De nombreux représentants des délégations autochtones ont favorablement accueilli les débats sur la Déclaration et son adhésion par leurs gouvernements respectifs. De nombreux orateurs se sont félicités que des États qui avaient voté contre la Déclaration ont modifié leur position ou réexaminent cette dernière, ce qui renforce encore davantage son rôle. Plusieurs exemples positifs ont été donnés sur l'utilisation de la Déclaration dans le contexte national, mais divers obstacles à l'application de ses principes ont également été soulignés par plusieurs orateurs, y compris les problèmes liés à la reconnaissance des peuples autochtones. De nombreux orateurs ont demandé que les autorités en assurent une meilleure mise en œuvre tandis que d'autres ont mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la sensibilisation et la formation à la Déclaration. Un certain nombre d'orateurs ont souligné l'importance du rôle des institutions nationales de défense des droits de l'homme à l'appui de la Déclaration et se sont félicités des récentes initiatives du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour encourager ces institutions à être actives dans ce domaine.

51. Des propositions ont également été avancées concernant les activités futures du Mécanisme d'experts, y inclus une proposition de compilation et d'analyse de la jurisprudence croissante relative à la Déclaration.

52. Le Rapporteur spécial a soumis une proposition visant à améliorer la mise en œuvre de la Déclaration au moyen de cours de formation, de séminaires et de conférences à l'échelon national et à l'échelon local en vue de réunir des fonctionnaires gouvernementaux et des dirigeants autochtones afin de développer conjointement des stratégies et des initiatives pour sa mise en œuvre. Il a également déclaré que les États devraient revoir en profondeur leur législation existante et leurs règlements administratifs pour déterminer s'il existe des points qui seraient incompatibles avec la Déclaration.

53. Le Président de l'Instance permanente a rappelé que le Mécanisme d'experts, le Rapporteur spécial et l'Instance permanente constituent trois mécanismes des Nations Unies portant exclusivement sur les questions des peuples autochtones. Il recommande qu'ils continuent leurs réunions régulières de manière à renforcer leur collaboration et leur coordination dans le domaine de la promotion des droits des peuples autochtones. En ce qui concerne l'appui donné à la Déclaration, il se félicite de l'évolution vers une adhésion universelle tout en reconnaissant l'existence de défis confrontant sa mise en œuvre efficace. Il a en outre mentionné quelques faits positifs récents tels que l'échange d'expériences entre experts autochtones, représentants gouvernementaux et organismes des Nations Unies qui a eu lieu avec l'appui de l'Instance permanente et de l'OIT.

54. Le rapport sur le second séminaire des Nations Unies sur les traités, accords et autres arrangements constructifs conclus entre les États et les peuples autochtones (A/HRC/EMRIP/2010/5) et les recommandations qu'il contient a été présenté par le Haut-

Commissariat et par les corapporteurs du séminaire, Wilton Littlechild et Andrea Carmen en raison de son importance pour la mise en œuvre de l'article 37 et d'autres dispositions pertinentes de la Déclaration. Le séminaire s'est déroulé sur les terres traditionnelles du peuple maskwacis crée à Hobbema au Canada, du 14 au 17 novembre 2006.

55. Dans sa conclusion, M. Henriksen a reflété de nombreux aspects du débat concernant le point 4 de l'ordre du jour. S'agissant du rapport final de l'étude sur les traités, accords et autres arrangements constructifs conclus entre les États et les peuples autochtones, élaboré dans le cadre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/CN.4/Sub.2/1999/20), il a marqué son désaccord avec les vues du Rapporteur spécial de la Sous-Commission qui dans son rapport final a exprimé le point de vue que les groupes qui vivent aujourd'hui sur le territoire d'États africains ou asiatiques qui se déclarent autochtones devraient être examinés dans d'autres instances de l'ONU que celles qui s'occupent actuellement du problème des peuples autochtones². M. Henriksen s'est référé au fait que nombre d'États asiatiques et africains reconnaissent l'existence de peuples autochtones au sein de leurs territoires. Il a souligné qu'il n'est pas de l'opinion que chaque groupe qui se déclare autochtone devrait être reconnu pour tel, mais que chaque cas devrait être examiné selon ses mérites. M. Henriksen a exprimé son accord avec les appels en faveur d'une meilleure accessibilité à la Déclaration aux niveaux national et local, notamment en la traduisant dans les langues nationales, locales et vernaculaires. Il s'est également félicité que les débats aient révélé outre les problèmes et les défis, que le Mécanisme est en mesure de réunir des informations sur les réalisations positives.

56. M^{me} Lasimbang a souligné l'importance de mobiliser les institutions nationales des droits de l'homme dans la mise en œuvre de la Déclaration et a accueilli avec satisfaction les déclarations des peuples autochtones qui font état d'initiatives positives pour comprendre les aspirations exprimées par les peuples autochtones eux-mêmes. De telles initiatives sont d'importance critique, non seulement pour combler les fossés existants, mais aussi pour montrer que ces droits peuvent être appliqués dans le contexte de la Déclaration.

57. M^{me} Odimba Kombe a également fait part de ses commentaires en conclusion du point 4 de l'ordre du jour, soulignant qu'en dépit des défis persistants confrontant une mise en œuvre efficace de la Déclaration, divers faits positifs ont été présentés au cours des débats, notamment les efforts des États membres et des peuples autochtones de prendre en compte dans leurs activités et politiques l'étude sur le droit à l'éducation menée par le Mécanisme d'experts. À titre d'exemple, elle a mentionné la consultation des populations aborigènes par le Gouvernement australien concernant le nouveau plan national pour l'éducation.

58. M. Mencio Molintas s'est félicité de l'appui croissant accordé à la Déclaration, en particulier par la Nouvelle-Zélande, et exprime l'espoir que l'examen en cours aux États-Unis d'Amérique et au Canada aura bientôt pour résultat leur adhésion à la Déclaration.

VI. Propositions à soumettre au Conseil des droits de l'homme

59. Le Président-Rapporteur du Mécanisme d'experts a ouvert le débat sur les propositions à soumettre au Conseil des droits de l'homme en rappelant la résolution 6/36 du Conseil. Il a également noté que c'est la première fois que le Mécanisme d'experts a décidé d'inscrire ce point de l'ordre du jour au débat. Il a indiqué que cette décision a été prise en vue de donner la

² E/CN.4/Sub.2/1999/20, par.90

possibilité aux observateurs de faire part de leurs idées et suggestions sur les propositions que le Mécanisme d'experts se propose de soumettre au Conseil lors de sa quinzième session.

60. Nombre d'observateurs ont soumis des recommandations sur des points à inclure dans les propositions que le Mécanisme d'experts soumettra. Certaines recommandations portent sur les futures questions thématiques tandis que d'autres concernent les suites à donner à la première et à la seconde étude réalisées par le Mécanisme d'experts

VII. Adoption du rapport et des propositions

61. À la dernière séance de la troisième session, le Mécanisme d'experts a adopté le rapport préliminaire concernant l'étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions ainsi que plusieurs propositions contenues dans le chapitre II. Toutes les propositions ont été adoptées par consensus par les membres du Mécanisme d'experts.

62. En outre, les membres du Mécanisme d'experts ont adopté l'ordre du jour provisoire de leur quatrième session, tel que contenu à l'annexe II.

Annexe I

Liste des participants

États Membres de l'Organisation des Nations Unies représentés par des observateurs :

Algérie, Allemagne, Angola, Arabie Saoudite, Arménie, Australie, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Équateur, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Guyana, Inde, Indonésie, Iran, (République islamique d'), Irak, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kenya, Lesotho, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République démocratique populaire lao, Rwanda, République démocratique du Congo, Serbie, Singapour, Thaïlande, Togo, Turquie, Venezuela (République bolivarienne du) et Viet Nam.

États non membres représentés par un observateur : Saint-Siège.

Donateurs représentés par des observateurs : Agence allemande de coopération technique (GTZ) et Commission européenne.

Mandats, mécanismes, organes et institutions spécialisées, fonds et programmes de l'Organisation des Nations Unies représentés par des observateurs :

Banque mondiale, Instance permanente sur les questions autochtones, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Organisation internationale du travail, Organisation mondiale de la santé, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Programme des Nations Unies pour le développement, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones.

Organisations intergouvernementales, organisations et mécanismes régionaux dans le domaine des droits de l'homme représentés par des observateurs :

Institutions nationales de défense des droits de l'homme représentées par des observateurs : Commission australienne des droits de l'homme, Commission des droits de l'homme de la Nouvelle-Zélande.

Universitaires et experts des questions autochtones représentés par des observateurs des institutions ci-après : Hiroshima Peace Institute, Institut des hautes études internationales et du développement, Université autonome de Barcelone, Université autonome de Madrid, Université adventiste de Friedensau, Université de l'Arizona, Université d'Auckland, Université de Bielefeld, Université Carlos III, Université del Rosario de Colombia, Université de Harvard, Université de Grenoble, Université de Lausanne, Université de Lunebourg, Université de Lyon 3, Université du Middlesex, Université de Newcastle : Wollotuka School of Aboriginal Studies, Université Humbolt : Structural Analysis of Cultural System, Université de Tulsa, Université de Vienne, Université de Zurich.

Organisations non gouvernementales, ainsi que nations, peuples et organisations autochtones représentés par des observateurs :

Aathpahariya Kirat Rai Samaj, Aboriginal Legal Service of Western Australia, Aktionsgruppe Indianer and Menschenrechte, African Commission on Health Promoters and Human Rights,

Agence Kanak de Developpement, Agencia Internacional de Prensa Indigena, Amnesty International, ANISTED, Anthroscap, Aotearoa Indigenous Peoples Trust, Asia Indigenous Peoples Pact, Asociación Akuaipa Waimakat para la Divulgación, Promoción y Defensa de los Derechos Humanos e Indígenas, Asociación de Autoridades Tradicionales del Territorio Etnico Wayuu, Asociación de Comunicadores Indígenas de la Región Ucayali, Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana, Asociación Nacional Indígena Salvadoreña para la Tercera Edad, Asociación territorial y étnico Wayiru de Colombia, Assemblée des Arméniens d'Arménie Occidentale, Assistance Foundation to National Minorities and Migrants, Association des Scolaires et Universitaires de la Région de Kidal, Association of Indigenous Peoples of the North, Siberia and Far East of Russian Federation, Association of Taymyr Small-Numbered Indigenous Peoples, Association pour le Développement Global des Batwa au Rwanda, Association socioculturelle, Association of Indigenous Peoples in the Ryukyus, Association of Indigenous Women, Association World Citizens, Association Tidawt, Badil Resource Center, Bangladesh Adivasi Forum, Bangsa Adat AlifUru, Bilingual Indigenous Professionals Alliance Nation Purherecha, Canadian Friends Service Committee, Capitanía Alto Parapeti de la Asamblea del Pueblo Guaraní, Centre de conseils et d'appui en matière de droits de l'homme, Centre Europe Tiers-Monde, Centro Amazónico de Antropología y aplicación práctica, Comisión Colombiana de Juristas, Comisión de Juristas Indígenas en la Republica Argentina, Comisión Jurídica para el autodesarrollo de los pueblos Originarios Andinos, Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques, Comité de Solidaridad Trique en el Area Metropolitana, Communauté des Poitiers du Rwanda, Comunidad Indígena Aymara Ancorinto, Comunidad Integradora del Saber Andino, Comunidad « Juan Paillalef », Comunidad Mapuche Choin Lafguenche, Confederación de Nacionalidades Amazónicas del Perú, Confederación Indígena de Tayrona, Congrès Amazigh Mondial, Congrès Populaire Coutumier Kanak, Consejo Indio de Sur America, Consejo de Pueblos Nahuas del Alto Balsas, Conservation Initiative on Human Rights, Conservation International, Consejo Nacional de Allus y Markas del Qullasuyo, Cordillera Peoples Alliance, Corporación Nueva Generación, Council of Yukaghir's Elders, Cultural Association Berbere, Culture of Afro-indigenous Solidarity, Defensor Jurídico Social Autonomo Mapuche, Delegation for the Cham Nation's Issues, Dewan Adat Papua, Droits et Démocratie, European support groups for Indigenous Peoples, FEDECMA, Federación Departamental de Clubes de Madres y Mujeres de Ayacucho, Flemish Support Group for Indigenous Peoples, Foundation for Aboriginal and Islander Research Action, Front Amyaway pour l'action Amazigh, Fuerza de Mujeres Wayuu, Fundación de Ayuda y Promoción de las Culturas Indígenas, Geneva for Human Rights, Global Indigenous Youth Council, Grand Council of the Crees, Hawai'i Institute for Human Rights, Helio International, Imuhagh International Touaregue, Incomindios, Indigenous Peoples' Center for Documentation, Research and Information, Indigenous Peoples Development Services, Indigenous Peoples and Nations Coalitions, Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee, Indigenous Portal Asia, Indigenous World Association, International Indian Treaty Council, International Organization of Indigenous Resource Development, International Public Organization Foundation for Research and Support of Indigenous Peoples of Crimea, International Union for Conservation on Nature, International Work Group for Indigenous Affairs, Inuit Circumpolar Council, Jaringan Orang Asal Se Malaysia, Khmer Kampuchea - Krom Federation, Kirat Yakthung Chumlung (KYC), Kunas Unidos por Napguana, Lawyers Association for Indigenous Rights, L'auravetlan Information and Education Network for Indigenous People, Lchoro Community Water Services and Catchment Protection Organization, Legal Indigenous Commission, Lelewal – Barka, Mbororo Social and Cultural Development Association, Meghalaya Peoples' Human Rights Council, Mena Muria Foundation, Montagnard Human Rights Organization, Movimiento Indígena Tupaj Amaru, Municipalidad Indígena de Santo Tomás

Chichicastenango, Naadutaro (Pastoralists' Survival Options), Nali, National Aboriginal Community Controlled Health Organisation, National Indian Youth Council, National Native Title Council, Native Women's Association of Canada, Navajo Nation Human Rights Commission, Negev Coexistence Forum for Civil Equality, Newcastle Regional Aboriginal Land Council, New South Wales Aboriginal Land Council, North Coast Regional Aboriginal Land Council, Ochapowace First Nation, ONG Adjmor, Organización Nacional Indígena de Colombia, Organización de naciones y gente indígenas en Argentina, Organización de Naciones y Pueblos Indígenas en Argentina, Organización Khamba, Organización Nacional de Mujeres Indígenas Andinas y Amazonas del Perú, Organización de los Pueblos Indígenas de la Amazonía Colombiana, Organization « Amyaway » for the Amazigh Action, PACOS Trust, Parahuiyo Pastoralists Indigenous Community Development Organization, Parbatya Chhatragram Jana Samheil Samiti, Pastoralists Indigenous Community Development Organization, Philippines Indigenous Peoples' Links Forest Peoples Programme, Programme d'Intégration du Peuple Pygmée au Kire, Pueblo Banive de la Amazonia Venezolana, Pueblos Indígenas Cumanagoto de la Republica Bolivariana de Venezuela, Regional Public Organization Information Legal Center of Indigenous Peoples of Krasnoyarsky Krai, Rehoboth Community of Namibia, Réseau Amazigh pour la Citoyenneté, Réseau des Populations Autochtones et Locales pour la Gestion Durable des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique Centrale, Return to the Land, Revista Ecuamundo, Saami Council, Sénat Coutumier Nouvelle Calédonie, Sami Parliament of Norway, Servindi, Society for Threatened Peoples, Solidarité avec les peuples autochtones des Amériques, Solidarity Commission Triqui, Solidarity with Indigenous Peoples of America, Supreme National Council of Kampuchea-Krom, Syriac Universal Alliance, Te Rūnanga o Te Rarawa, Tin Hinan, Tunfa, Union Nationale du Peuple Kanak, Vivat International, Waso Trustland Wetlands International and BirdLife International, World Indigenous Nations Sports, inc, and World Wildlife Fund.

Annexe II

Ordre du jour provisoire de la quatrième session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

1. Élection du Bureau
 2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
 3. Suivi des études et avis thématiques
 4. Étude sur le droit des peuples autochtones à participer à la prise de décisions
 5. Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones
 6. Propositions à soumettre au Conseil des droits de l'homme pour examen et approbation
 7. Adoption du rapport
-